

Du socialisme au productivisme PAR PIERRE KENDE

Esprit février 1968 n°368

I

Au moment où j'écris ces lignes, les régimes économiques de l'Est européen sont en pleine évolution. Il est évidemment imprudent de vouloir dégager le sens de cette évolution alors même que rien n'est encore joué et que les principaux protagonistes du new deal soviéto-marxiste sont eux-mêmes incapables de formuler leurs objectifs avec clarté et rigueur.

Une chose est claire les hommes qui constituent le pouvoir communiste en sont venus — après toute une époque de suffisance délirante — à reconnaître que leurs structures économiques ne sont pas adaptées aux réalités du monde moderne. Mais quelles sont au juste ces « réalités » ? Comme il sied en matière sociale, ces réalités se définissent par une double référence à l'environnement et aux intentions profondes du sujet, en l'occurrence, les hommes qui dirigent les sociétés collectivistes.

L'environnement, d'abord. Qu'on nous dispense de brosser ici un tableau de l'économie du XXe siècle, avec ses régimes idéologiquement opposés, ses conquêtes technico-militaires qui nous mènent jusqu'au seuil de l'espace infini, ses bouleversements sanglants remettant en cause tout un système fondé sur la suprématie de l'homme blanc et de ses capitaux... Je me bornerai à n'évoquer dans ce contexte qu'un seul aspect de l'économie contemporaine, celui qui m'apparaît comme le plus important et que je désigne par le terme de « productivisme ». Dans ce dernier tiers du XXe siècle, toutes les nations sans exception — ou, en tout cas, avec des exceptions négligeables au point de vue du devenir — sont engagées dans une course « productiviste » dont l'objet est d'accroître la puissance matérielle. Celle-ci se chiffre à la fois par le nombre des chars et par celui des stylos à bille, et de préférence par le tonnage de la fonte et de l'acier qui ont ceci de merveilleux qu'ils satisfont indifféremment au double usage que l'on sait. J'appelle « productiviste » une société qui arrive à subordonner toutes les sphères de l'action et de la création humaine aux finalités et aux impératifs de la production. Il serait difficile de citer aujourd'hui des régimes admettant une rationalité autre que productiviste tout en se voulant modernes. Les capitalismes évolués peuvent, en tout cas, être considérés comme autant de modèles du genre¹.

Si nous passons maintenant à l'analyse des *intentions* qui, pour les dirigeants de l'entreprise soviéto-communiste, déterminent leur perception des « réalités », il est patent que derrière les enveloppes idéologiques et leur halo utopique, ces intentions se résument avant tout par un *défi*. Lancé dès l'époque de Lénine, ce défi vise la productivité de l'Occident capitaliste, sa richesse

¹ J'exposerai cette thèse d'une manière plus développée dans un ouvrage à paraître prochainement.

détestable et ses techniques fascinantes qu'il s'agit de rattraper et de surpasser. Dès le début, cet objectif a marqué la stratégie de l'équipe bolchévique au point de devenir l'enjeu principal de son entreprise historique, le critère même de tout un « humanisme en action ». Ne nous attardons pas sur les raisons de cette fixation qui sont doctrinales et politiques autant qu'historiques². Ce sont les conséquences de cette fixation qui nous intéressent.

On ne se rend pas toujours compte à quel point le caractère de l'environnement est devenu déterminant pour les perspectives des régimes issus de la révolution russe. Certes, au départ, le programme de rattrapage est un cri de guerre contre les inégalités du développement (qui n'auraient peut-être jamais été perçues en tant que telles, n'eût été l'unification du temps historique opérée par un marxisme militant). Echo d'une conscience universelle en éclosion, le cri de la nouvelle Russie est teinté d'orgueil et de volontarisme révolutionnaires « Nous referons l'histoire. » Mais au fil des années qui passent, et pendant lesquelles la révolution ne cesse d'emboîter le pas à un capitalisme pourtant « moribond », ce cri se remplit d'impatience, d'aigreur et de doute il devient l'expression d'un suivisme dont seul le langage rappelle encore le projet hardi des ancêtres révoltés.

Concept-clé, ce *suivisme* nous permettra de préciser le sens d'une évolution économique qui a commencé dès l'an I de la révolution et dont le réformisme actuel ne représente que l'épisode le plus récent.

II

Si nous admettons que le productivisme est devenu le mode de pensée et d'action dominant de notre époque, et que nous constatons que les régimes qui se disent socialistes ne savent opposer à un productivisme structurel qu'un productivisme volontariste (et, partant, plus direct dans son approche), il est clair que l'économie contemporaine est par-dessus tout un *théâtre d'échanges* où chaque protagoniste cherche à se saisir de ce que les méthodes de l'adversaire lui offrent de plus efficient. C'est ainsi que la croissance planifiée de l'U.R.S.S. a inspiré des projets de développement de couleurs diverses et qu'elle trouve un écho même dans les doctrines d'intervention par ailleurs «libérales». Et c'est ainsi que l'idée de la concurrence et le point de vue marginaliste sont en train de conquérir l'esprit des planificateurs de l'Est.

Mais, comme le dit le proverbe hongrois, « c'est au chien le plus fort de monter ». Comme ce chien-champion s'appelle toujours « capitalisme », c'est à lui de définir les objectifs et de marquer les étapes de la course. Pour ses cinquante années d'existence, l'U.R.S.S. ne peut se prévaloir que d'un seul domaine technique où c'est elle qui a fixé l'objet et a dicté les règles de la compétition ; encore s'agit-il d'un domaine paramilitaire plutôt qu'économique. Mais si l'on fait abstraction de la course spatiale, tout ce qui émerge des efforts économiques contemporains, qu'il s'agisse d'inventions techniques importantes ou de « gadgets », d'habitudes de consommation, de systèmes de distribution, de techniques de gestion ou simplement de la mode, invariablement, le neuf fait son apparition dans les économies capitalistes — aux Etats-Unis, le plus souvent — avant d'atteindre avec un décalage de plusieurs années, sinon de décennies, l'univers collectiviste. Certes, il est

² Historiques : parce que des révolutionnaires socialistes ont pris le pouvoir pour la première fois dans un pays arriéré. Politiques : parce qu'ils étaient incapables de porter leur défi sur un autre plan que celui des performances économiques. Doctrinales enfin : parce qu'il était « écrit là-haut » que le communisme se distinguait par un niveau plus élevé des forces productives que celui qu'a pu développer n'importe quel régime antérieur.

permis de penser qu'en l'absence du défi soviétique, le capitalisme occidental ne serait pas devenu aussi socialisant (*social-minded*) qu'il l'est aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que la plupart des « échanges » — à l'exception notable de celui qui concerne la matière humaine — s'effectue dans le sens ouest-est, et non inversement.

Je vais tenter de préciser le contenu de ces échanges. Il s'agit avant tout de *l'orientation* de la course productiviste que détermine — forcément — celui qui se trouve en tête. Cette orientation est, certes, très largement prédéterminée par une fatalité écrasante qui s'appelle course à la puissance militaire et sur laquelle personne n'a véritablement prise. Mais de là à conclure que le développement des forces productives dépend entièrement de la progression des connaissances techniques — elle-même autonome — c'est pousser trop loin le déterminisme. Ce qui donne cette impression, c'est que, dans le monde où nous vivons, la création technique est entourée d'un épais brouillard économique. L'économie utilitaire — qui n'est orientée sur la jouissance qu'en apparence — fait la loi en assujettissant les besoins humains à une hiérarchie des valeurs dont l'arbitrage va infailliblement vers le « toujours plus ». Le développement technique, loin d'être l'affaire de la science autonome, *procède de cet arbitrage* qui — depuis plus de cent ans résiste à toute démythification, marxiste ou autre.

Par de nombreux aspects de leur organisation économique, les systèmes collectivistes appartiennent, souvent à leur insu, au « champ de forces » d'une rationalité économique de type capitaliste³. C'est essentiellement pour cette raison qu'ils ne peuvent se soustraire à une compétition avec, pour objet privilégié, le niveau de la consommation individuelle. Pour décider de leur développement, ils manquent de souveraineté puisque *le processus vital de création des besoins n'est pas à leur portée*. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est retarder la satisfaction de certaines aspirations individuelles, que ce soit pour favoriser l'application d'une doctrine ou pour donner priorité à des objectifs non-consommatifs, militaires ou autres. Mais ils n'ont pas le pouvoir de valoriser ce qui déplaît au marché mondial des biens ou des idées.

D'autre part, les « échanges » s'étendent aussi *aux méthodes d'action et aux modèles d'organisation*. Il serait évidemment puéril de vouloir nier l'originalité de tout un arsenal d'instruments et de doctrines dont l'expérience soviétique a enrichi l'économie du XXe siècle, à commencer par cette concentration effarante du pouvoir qui n'a pas d'égal dans l'histoire européenne. Cette centralisation de la décision économique répond — comme j'ai essayé de le démontrer ailleurs⁴ — à une « logique » qui consiste à détourner les ressources sociales de l'usage que commanderait l'évaluation des biens et des services par un marché. Mais justement ce même modèle de décision échoue lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins hétérogènes d'une infinité de consommateurs. D'où la tendance de plus en plus marquée des planificateurs à s'inspirer des modèles d'organisation de type « économie du marché ».

Rien ne serait cependant plus faux que de voir là une quelconque nouveauté de l'époque poststalinienne. La préoccupation réformiste est aussi ancienne que le régime soviétique : elle découle du défi productiviste. Dès que la révolution mit le cap sur les performances technico-économiques, les servitudes de cette course ont exigé que les modèles d'organisation fussent choisis en fonction de l'efficacité productiviste plutôt qu'en conformité avec les préférences doctrinales ou sociopolitiques. Lénine déjà en fut largement conscient, qui a défini le niveau de productivité comme le tout premier impératif, donc *premier objectif*, de la révolution. Ses successeurs — et Staline en premier — n'ont fait qu'appliquer cette directive fondamentale, avec

³ Le commerce avec les pays capitalistes n'en est pas la seule cause. Ce qui est plus décisif, c'est que dans toutes les économies collectivistes, la main-d'oeuvre et les consommateurs ont conservé une certaine liberté de choix.

⁴ Logique de l'économie centralisée. Un exemple : la Hongrie. (Ed. S.E.D.E.S., Paris 1964).

une imagination plus ou moins hardie, il est vrai. L'inégalité accentuée des rémunérations (en contradiction formelle avec les projets de départ il suffit de relire l'éloge de la Commune de Paris par Lénine), le dépérissement du contrôle ouvrier (considéré comme facteur anarchique et retardataire), le plein pouvoir accordé aux capitaines de l'industrie, sont autant de signes d'un réalisme économique qui met en échec les projets proprement socialistes. La récente conversion à la religion du profit et de la concurrence ne fait que parachever un développement mental dont le mot-clé est l'efficacité⁵

Et qui pourrait d'ailleurs blâmer les artisans de cette reconversion d'avoir choisi la voie de la survie plutôt que l'incertain chemin des utopies ? L'option productiviste ne leur a-t-elle pas apporté les gloires d'une puissance que respecte aujourd'hui tout homme d'État qui a le sens de la responsabilité ? Cette option n'a-t-elle pas fait de l'U.R.S.S. la seule force contemporaine qui puisse relever le défi du super-grand américain ? Cependant, un champion de la croissance et des performances militaires, si respectable qu'il soit, n'est pas pour autant champion du socialisme. *Il serait temps de reconnaître que les économies de type soviétique sont devenues compétitrices du capitalisme privé ou corporatif non par ce qu'elles ont de socialiste mais par ce qu'elles ont progressivement assimilé de non-socialiste.* Elles constituent une variante du productivisme contemporain qui, mis à part sa phraséologie, ne se distingue que par son régime politique totalitaire. Sous cet angle, la question de savoir si cette variante est « supérieure » ou « inférieure » aux nombreux modèles productivistes que nous offre le néo-capitalisme, est d'importance secondaire. C'est une question d'efficacité qui se résout chiffres de production en main. Mais ces statistiques — pourvu qu'elles soient comparables — n'ont aucune transcendance.

III

S'il est possible de déceler une ligne de continuité dans l'évolution des régimes collectivistes, il n'en est pas moins utile de distinguer dans cette évolution des *phases*, qui nous permettront de mieux suivre la lutte entre les deux projets complémentaires de la révolution communiste, les projets socialiste et productiviste. Sous cet angle, on pourrait distinguer trois phases dans l'histoire économique de l'U.R.S.S., à savoir :

- 1) la phase « *héroïque* », comprenant toutes les tentatives de la jeune révolution visant à substituer aux rapports capitalistes des rapports communautaires, le plus souvent au détriment de la production et des routines commerciales de la distribution ;
- 2) la mise en place d'une nouvelle discipline économique destinée à canaliser toutes les énergies sociales vers des objectifs d'industrialisation ; c'est le règne incontesté d'un *productivisme austère* obsédé par la tâche d'accumulation collectiviste et peu sensible aux besoins de consommation ;
- 3) le passage vers un *productivisme de bien-être*.

La première phase échappe à une définition rigoureuse puisqu'elle englobe des politiques et des tentatives fort disparates, depuis la mise en application (à outrance, dira-t-on plus tard) de l'utopie

⁵ « Constituer un lien organique entre la direction centralement planifiée de l'économie, d'une part, et le jeu actif du marché et des rapports marchands, d'autre part » : c'est en ces termes que le P.C. hongrois a défini l'orientation de base des réformes économiques en cours. (Résolution du Comité Central du 29-5-66). C'est « le jeu actif du marché z. qui doit apporter au planificateur central cette connaissance Intime des « rapports de valeur », dont sa position de monopoliste l'a privé pendant une longue période. On mesure le chemin parcouru depuis 1917 quand on se rappelle que, pour un Boukharine, l'optique marginaliste n'était que « l'économie politique du rentier ».

égalitaire, jusqu'à l'abandon de cette même utopie, qualifiée alors d'antimarxiste et de « petite bourgeoise » ! La deuxième phase prend sa naissance avec les plans quinquennaux marquant le triomphe d'une mentalité économique-centrique dont les conditions avaient été réunies pendant la période — décisive à plusieurs égards — de la N.E.P. Baignant du commencement à la fin dans une lourde ambiance de fanatisme, d'embrigadement bureaucratique et de labeur, cette phase dure jusqu'à la mort de Staline⁶. La troisième phase, qui est tout juste à ses débuts, tend à concilier deux conceptions différentes du productivisme : l'ancienne qui a érigé en fétiche le labeur collectif plus encore que le produit de cet effort, et la nouvelle (plus compétitive) qui se propose de rationaliser l'effort productif à partir des besoins. On verra que ce passage vers un productivisme de bien-être n'est pas sans soulever des problèmes de mystique.

Ce qui frappe le plus dans l'histoire économique des régimes collectivistes nés de la deuxième guerre mondiale, c'est que — à l'exception de la Chine — ils ne sont jamais passés par la phase héroïque, expérimentale, de la révolution russe. Les équipes communistes chargées de gouverner le Centre et l'Est européen affichaient un mépris souverain à l'égard de toute aspiration égalitaire ou communautaire qu'ils considéraient comme pure utopie. Réalistes, ils associaient les capitalistes dit nationaux à l'œuvre de reconstruction en attendant de les exproprier. Ce qui n'a pas tardé, sans pour autant amener l'autonomie à quelque producteur que ce soit. De style étatique, les « nationalisations » devaient mettre en place une bureaucratie disciplinée n'obéissant qu'à ses supérieurs et n'admettant aucune participation, aucun contrôle ouvriers. Aux idéalistes qui s'interrogeaient, on a expliqué — tantôt avec une bienveillance amusée, tantôt avec brutalité — que si l'on avait chassé les capitalistes ce n'était point pour autoriser des jeux enfantins. C'est ainsi que des initiatives locales visant à créer des coopératives avec une véritable communauté des biens ont été vigoureusement blâmées et rectifiées aussitôt. Car le mot d'ordre, c'était la stabilité, le respect des hiérarchies, et surtout, la production.

Autrement dit, les démocraties populaires ont épousé, dès leur naissance, la doctrine soviétique de la deuxième phase, celle du productivisme de labeur, avec ses conduites dignes de « l'accumulation primitive » du capitalisme montant, et dont le souci principal sinon unique était d'accroître *le plus vite possible la capacité productive de la collectivité*. C'est cette phase qui a vu apparaître un nouveau fétichisme, celui de la production, qui se différencie des fétichismes de la valeur de type capitaliste par son attachement à la substance matérielle — tangible — du produit. Ce fétichisme fait abstraction de la valeur d'échange de même que de la valeur d'usage c'est *l'acte de production* auquel il attribue une valeur intrinsèque *quel que soit le rapport du produit avec les besoins exprimés par la société*. On a tout dit sur les aberrations de l'époque stalinienne ; mais on n'a pas toujours remarqué que ce culte naïf (et anti-économique) du produit était pour elle ce que le culte de l'or ou de l'épargne a dû être pour les protagonistes d'un capitalisme naissant. Ce fétichisme tire ses racines d'une interprétation partielle — et, partant, fautive — de la doctrine de Marx. Aussi était-il inévitable que les obsédés de la puissance productive découvrent un jour qu'un marginalisme intelligent les avancerait plus vite et de façon plus satisfaisante. Mais cela est une autre histoire. Dans l'avènement du productivisme de genre collectiviste, le culte du produit brut a bien rempli sa fonction.

Pour l'U.R.S.S. comme pour les démocraties populaires, la troisième phase s'est ouverte au moment critique de l'enterrement de Staline, avec un discours célèbre de Malenkov qui, le premier de ses pairs, eut le courage d'accorder une certaine priorité aux biens de consommation. Toute

⁶ Le dernier opuscule de Staline sur Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. peut à la fois être considéré comme l'apothéose d'un productivisme techniciste et comme le signe de départ d'une nouvelle politique économique, plus soucieuse des besoins individuels que la précédente. Cependant, la publication de cet ouvrage n'a précédé que de quelques mois la mort de son auteur.

l'histoire économique du bloc soviétique n'est depuis qu'une recherche perpétuelle du difficile équilibre entre les deux objectifs majeurs de la course productiviste : l'accroissement de la puissance collective et le relèvement du bien être individuel. Les réformes et les contre-réformes ne sont qu'autant de péripéties dans cette recherche dont l'enjeu n'est autre que la survie de la formule collectiviste.

Dans cette troisième phase, le productivisme de labeur conserve certains droits. En effet, si l'unanimité est faite sur la nécessité de satisfaire les besoins les plus pressants de la population — ne serait-ce que pour faire face à une compétition mondiale — à aucun moment, les objectifs de bien-être ne doivent interférer avec le principe privilégié de la phase précédente (d'accroître au maximum les potentialités productives). Si des experts font remarquer qu'il y a là un choix à faire — car il est impossible d'affecter les mêmes ressources à la fois à la consommation immédiate et à l'accumulation des moyens de puissance —, on leur répond que la croissance accélérée est le meilleur moyen pour semer à long terme le bonheur consommateur. Sans être dénué de valeur, cet argument ne résout certainement pas le dilemme auquel on se trouve confronté dans l'immédiat⁷. De plus, recourir à la formule magique d'optimisation à long terme n'a pas beaucoup de sens alors que l'absence d'un taux d'intérêt et l'arbitraire des prix interdisent de comparer la valeur des consommations futures avec celles d'aujourd'hui.

Cela dit, le problème économique des régimes collectivistes est à présent plus technique que politique. Car réformistes et conservateurs sont maintenant d'accord pour estimer que leurs moyens d'action fondés sur une centralisation excessive cumulaient les inconvénients d'une accumulation inefficace et d'un approvisionnement fruste et lacuneux. L'accumulation inefficace, c'est l'investissement perdu dont seuls les comptes nationaux conservent la trace en prêtant au blocage des ressources une apparence de croissance. Pendant des décennies, les économies de type soviétique ont, en effet, réussi ce tour de force de produire chaque année un arsenal de biens d'équipement et autres qui ne devaient jamais connaître un destin d'usage final, soit parce que l'économie, avec ses structures, était incapable de les mettre en service, soit parce que le marché mondial a refusé de les prendre. Une partie de ces « biens » devait être gelée pour toujours une autre partie allait être « réinvestie » dans les circuits morts produisant encore une masse d'objets inutilisables pour sauvegarder la pieuse fiction du plein emploi et de la croissance. Les aveux officiels et fort documentés ne manquent pas à ce sujet (j'en ai cité un bon nombre en ce qui concerne la Hongrie) ; il est d'autant plus étonnant de constater que pour certains éditorialistes — de *l'Humanité* par exemple — les statistiques de l'Est conservent toutes leurs vertus mythiques.

A l'heure où les planificateurs s'apprêtent à engager la bataille de la « consommation », c'est cependant le deuxième problème — celui de l'approvisionnement — qui est le plus brûlant. En effet, ce qui frappe le plus tout observateur de la réalité domestique (c'est-à-dire, prosaïquement quotidienne) des économies de l'Est, c'est leur incapacité prolongée d'aménager la production et la distribution en sorte qu'elles puissent faire face sans problèmes aux besoins⁸. La recherche des « nouveaux mécanismes » nous renvoie à l'échec de l'appareil centralisé incapable de répondre correctement à la demande sociale, compte tenu de sa diversité et de ses nombreux aléas. On en vient alors à redécouvrir les mérites du marché et de la concurrence, véritables planches de salut

⁷ C'est à ce même dilemme que voudrait échapper une certaine gauche en Europe occidentale, qui ne cesse de regretter l'insuffisance du taux de croissance tout en réclamant une extension du bien-être immédiat.

⁸ 8. On connaît l'anecdote des deux Moscovites qui se racontent la bonne nouvelle de la mise en fabrication de millions d'hélicoptères décidée par le Parti et le Gouvernement. L'un a cependant des doutes « Que ferons-nous d'autant d'hélicoptères ? » Et l'autre de lui répondre : « Mais tu ne comprends donc pas ? Nous aurons chacun notre hélicoptère personnel. Et lorsque tu entendas dire qu'à Vladivostok il y a du beurre dans les magasins, tu n'auras qu'à faire vite l'aller- retour pour faire plaisir à mamouchka... ».

pour un planificateur aux prises avec les besoins.

IV

Nulle part on ne mesure mieux le rôle dominant des préoccupations productivistes que dans les manifestations dites politiques. La réussite économique — dans tous les sens du terme — est devenue l'obsession de toute une bureaucratie d'Etat. A Moscou comme à Budapest, le Comité Central du Parti discute et décide de la réorganisation du commerce alimentaire ou de l'emplacement des nouvelles centrales thermiques. L'assassinat du leader révolutionnaire X de même que les misères du peuple vietnamien sont aussitôt exploités par les cellules locales du Parti au profit de leurs efforts pour transformer les étincelles de la conscience ouvrière en énergies productives. Et pourquoi pas ? Qui s'est jamais formalisé de lire que, dans les Constitutions des pays qui s'appellent socialistes, le citoyen s'appelle «producteur», voire «travailleur» ? Ce changement de titre est pourtant révélateur : il préfigure une fixation sur l'économie qui finit par satelliser la sphère politique et qui a transformé en gestionnaires desséchés toute une classe de «révolutionnaires professionnels».

« Accumulez, accumulez, c'est Moïse et les prophètes » : c'est par cette formule que Marx a caractérisé l'esprit du capitalisme, bien avant Max Weber. Ceux qui se réclament de lui ont modernisé « Produisez, produisez, c'est Marx et tous ses prophètes. » A un moment donné, Eros lui-même a été convié à contribuer aux potentialités., productives de *l'homo sovieticus*. Personne n'a encore écrit l'histoire de cette aliénation dont seule une littérature fade conserve le souvenir.

Depuis quelques années, c'est un autre son de cloche « Produisez et consommez, heureux bâtisseurs du socialisme en marche ! » Evidemment, ce slogan a de quoi séduire. Mais faut-il être socialiste pour accorder à l'homme la vocation de consommateur massif ? Et le bien-être lui-même, qui est visé, a-t-il un caractère révolutionnaire ? Qu'ils concernent le confort ou l'esthétique, le farfelu ou la technique, les modernismes auxquels l'homme soviétique et ses assimilés commencent à avoir accès, viennent tous de l'Occident décrié. Ils n'ont rien à voir avec la conscience socialiste ni avec des projets communautaires. Offerts par des producteurs en quête de marché, ils misent sur la frénésie de consommation.

Et ils sont vainqueurs : ils enfoncent sans peine les portes d'une société collectiviste qui n'attend plus le salut du côté de l'utopie, mais qui veut « enfin » vivre, vivre comme les autres... En France, il y a peut-être des gens qui ont d'autres fétiches que la voiture, le réfrigérateur, et le petit gadget chinois récemment lancé par le Grand Magasin de l'Automne. Pas du tout en Hongrie, en Roumanie ou en Tchécoslovaquie. Les habitants de ces pays-pionniers ne connaissent plus d'autres rois que la voiture, le voyage en Occident, et la dernière nouveauté (peu importe laquelle...) passée en contrebande par la frontière autrichienne. « Pour dire la vérité, on voit de moins en moins clairement ce qui sépare aujourd'hui les aspirations des jeunes des deux mondes », écrit Henri Pierre dans une « Lettre de Moscou⁹ ». Il est un peu trop sévère à l'égard d'une certaine jeunesse occidentale qui, elle, veut s'affranchir de l'emprise de la chose à consommer.

Ainsi donc, après un détour historique riche d'enseignements, les sociétés stalinistiques (pour reprendre le terme d'Edgar Morin) en sont venues à rejoindre le courant dominant du productivisme contemporain. A l'exception du gaspillage organisé, et toutes proportions gardées,

⁹ Le Monde, 14 octobre 1967.

on retrouve chez elles les traits distinctifs les plus importants de la société de consommation : le culte de l'objet consommable, la tendance à valoriser les hommes en fonction de leur statut de consommateurs, une hiérarchie marquée des revenus liée à «l'incitation matérielle» (encore une expression révélatrice !). Parents pauvres de la famille consommationniste — mais est-ce le lot des seules sociétés collectivistes ? — elles se trouvent forcément réduites au modeste rôle de suiveur. Grâce aux communications modernes, c'est la main invisible du *consumption leader* planétaire qui les guide : les gardes-frontière n'y peuvent rien. L'unique astuce consiste à faire courir les citoyens après le petit bénéfice, avec une fureur digne des chasseurs de gros gibier (capitaliste)...

Il va sans dire que l'idéologie n'a pas beaucoup de place dans une société que tout encourage à ne se soucier que du chiffrable. Il est vrai qu'elle se réduit de plus en plus à un chauvinisme russophile à l'usage des manuels scolaires du premier cycle. Les exploits spatiaux y tiennent la place d'une mythologie sociale dont les grands thèmes sont, les uns après les autres, sujets à une révision embarrassée et — le plus souvent — négativiste.

Cela dit, l'idéologie n'est pas pour autant disparue : tout un langage officiel est là pour nous le rappeler. La routine et l'opportunisme aidant, certaines conventions semblent survivre sans grande difficulté aux bouleversements de la « base économique ». Les citoyens ordinaires — autant d'artistes de la double-pensée orwellienne — ont le sens aigu de ces formes que trop d'expériences douloureuses leur ont appris à respecter. Toutefois, placés devant les problèmes de l'existence quotidienne, ces mêmes citoyens n'hésitent point à agir conformément à leur intérêt personnel, en faisant fi des exhortations patriotiques. Les gestionnaires — qu'ils soient venus des rangs du Parti ou d'ailleurs — s'en désintéressent à leur tour, sachant que leur avenir dépend désormais d'une compétence technique de plus en plus objective. Reste, figé dans un hermétisme pseudo-marxiste, le petit groupe des politiciens auquel son instinct et ses habitudes interdisent de trop lâcher les rênes. Nous voilà devant le véritable problème de la réforme, dont l'issue commandera tout l'avenir.

V

Depuis toujours, les économies collectivistes obéissent à une *double détermination*. D'une part, il y a les objectifs du planificateur central, définissant un « champ de rareté » et une hiérarchie de valeurs que ce même planificateur voudrait faire respecter pour tout usage des ressources. D'autre part, il y a les préférences des individus (consommateurs, entrepreneurs, travailleurs) autorisés à choisir dans certaines limites ces préférences — pourvu qu'elles puissent se traduire par un libre jeu des prix et de l'offre — seraient elles-mêmes suffisantes pour déterminer le processus économique. Pendant longtemps, ce que le planificateur central a voulu obtenir était substantiellement différent du résultat supposé des préférences individuelles : d'où la raison d'être de toutes les rigidités de la centralisation de type stalinien. Cependant, une fois que le planificateur central définit sa tâche par référence aux besoins spontanément ressentis de la société, on voit mal pour quelles raisons les moyens d'action et les modèles d'organisation du régime collectiviste devraient être différents de ceux d'un capitalisme « idéal » (celui des économistes). Voilà schématiquement la logique qui, à l'heure actuelle, tend à pousser les régimes de type soviétique vers une réorganisation. Cette « logique » est encore corroborée par des considérations d'efficacité, car les règles de la course productiviste sont implacables.

Il faut cependant reconnaître que toute cette « logique » est de caractère économique. Or, les actes d'un pouvoir social n'obéissent pas seulement à une rationalité économique ; ils ont aussi leurs

déterminismes sociologiques qui peuvent interférer avec les impératifs de la production ou de l'échange. S'il est vrai, d'une part, que l'économique a dévié dès le départ l'expérience collectiviste et qu'il est en train de la remodeler de fond en comble, d'autre part, il convient d'admirer la capacité de résistance des régimes communistes à la rationalité purement économique. Cette *capacité de résistance* est liée à une mystique — celle de l'Histoire — dont les pouvoirs communistes ont fait leur nourriture spirituelle. La rationalité économique n'est admise que dans la mesure où elle ne met pas en cause cette mystique que toute une classe politique considère comme son bien le plus précieux. A travers ses métamorphoses et ses rafistolages, l'idéologie demeure fidèle à cette mystique ; ses variations reviennent toujours au même thème, qui est la justification d'un monopole de pouvoir au nom des forces vives de l'histoire.

C'est essentiellement pour cette raison que l'issue des réformes économiques reste incertaine. L'efficacité, oui, mais dans un but précis qui est la mise en valeur de la formule collectiviste, ou plus précisément, du groupe social qui s'en réclame. Il ne s'agit pas de trouver le meilleur modèle de gestion, l'optimum social en soi ; *il s'agit de trouver le modèle qui permettra à une structure sociale donnée d'affirmer sa supériorité*. Voici les limites de toute réforme.

Il n'est pas sûr que le verdict de l'économie coïncidera avec le compromis jugé acceptable par les pouvoirs communistes. Dans ce cas-là, il reste une dernière issue détruire les régimes dont les performances socio-économiques risquent d'infirmier la Vérité de l'Histoire. Dans un sens, c'est là une perspective alléchante même pour l'avenir du capitalisme. En effet, une fois les témoins à charge disparus et le pouvoir assuré, qu'est-ce qui empêcherait la classe dirigeante de suivre l'appel de la rationalité économique jusque dans ses conséquences extrêmes ?

Evidemment, la partie pourrait aussi se jouer en sens inverse, à supposer qu'une révolution des producteurs arrive à débarrasser les sociétés de l'Europe de l'Est de leurs tuteurs communistes. Il est à craindre que ce ne soit là une révolution violente, informe et anarchique, étant donné l'accumulation des haines, l'adversité des nations pendant longtemps subjuguées, et l'absence totale d'une classe politique capable de prendre la relève. Pour un long moment, les producteurs autonomes pourraient rester allergiques à toute formule collectiviste. L'individualisme ferait alors un nouveau bond pour parachever l'œuvre de la société de consommation, de type *Brave new world*.

Mais après ?

Pierre KENDE.